

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 28 septembre 2022**

**Société DSV SOLUTIONS
Commune d'Oursel-Maison**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 autorisant la société DSV SOLUTIONS à exploiter une plateforme logistique sur le territoire de la commune d'Oursel-Maison ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2022 mettant en demeure la société DSV SOLUTIONS de lever les non-conformités concernant le bâti et la protection incendie dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Oursel-Maison ;

Vu les courriers électroniques des 2 et 14 décembre 2022, 15 janvier 2024, 21 février 2024, 21 et 22 mars 2024 de la société DSV SOLUTIONS répondant aux points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 septembre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 27 juin 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement.

Considérant ce qui suit :

1. par courriers électroniques des 2 et 14 décembre 2022, 15 janvier 2024, 21 février 2024, 21 et 22 mars 2024, la société DSV SOLUTIONS a présenté les éléments permettant de justifier :
 - du volume des deux bassins de rétention du site ;
 - de la mise en place sur le site d'une consigne d'entretien et de mise en fonctionnement des dispositifs d'obturation des réseaux ;
 - des caractéristiques des bâches disposées au niveau des bassins de rétention ;
 - que le bassin de rétention dédié à la cellule « produits inflammables », est conçu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis ;
 - de l'équilibrage du système de désenfumage conformément aux surfaces et dimensions prescrites ;

- des caractéristiques du désenfumage installé ;
- que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique ;
- de la mise en place d'un plan des risques demandé à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;
- de la réception de la réserve incendie par procès verbal du SDIS ;
- de la mise en place sur le site d'une réserve d'émulseur de 3 m³ et de la classe et la norme de l'émulseur ;
- le type de dispositif de détection automatique d'incendie mis en place sur le site ;
- qu'une maintenance semestrielle accompagnée de tests est réalisée sur le dispositif de détection automatique d'incendie ;
- de la réception du système d'extinction automatique d'incendie par procès verbal assurant la bonne installation et le bon fonctionnement du dispositif ;
- des éléments justificatifs des surfaces des cellules et de la mezzanine, ainsi que de la hauteur et des caractéristiques de celle-ci ;
- attestant du respect des prescriptions concernant le comportement au feu du bâtiment ;

2. les dispositions sur lesquelles repose l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 septembre 2022 ne sont plus applicables.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 septembre 2022 pris à l'encontre de la société DSV SOLUTIONS est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'Oursel-Maison pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire d'Oursel-Maison fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire d'Oursel-Maison, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **08 JUIL. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général,



Frédéric BOVET

Destinataires :

La société DSV SOLUTIONS

Le maire de la commune d'Oursel-Maison

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

